Économie générale et statistiques : 2 BAC Eco-SGC

Séance 17 (La politique budgétaire – Exercices)

Professeur : Mr JABER Naoufal

Sommaire

IIX- Exercices

8-1/ Exercice 1

8-2/ Exercice 2

IIX- Exercices

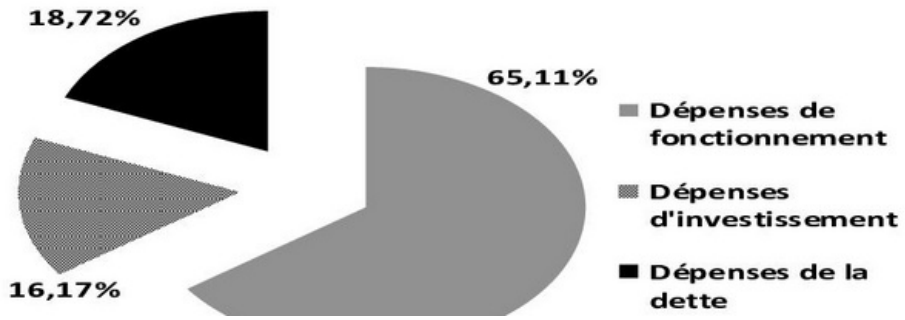
8-1/ Exercice 1

Face à une baisse relative des recettes ordinaires du budget général de l'Etat (BGE) qui devraient atteindre 209,8 milliards de dhs, l'Etat poursuit difficilement sa politique de maîtrise des charges afin d'éviter un dérapage du déficit budgétaire.

Si l'Etat a pu diminuer les dépenses d'investissement et de la compensation, il a du mal à réduire la masse salariale. Celle-ci devrait croître de 5,1% pour s'établir à 103,7 milliards de dhs en 2014 contre 98 milliards de dhs en 2013.

Par ailleurs, la hausse de l'endettement au cours de ces dernières années, aussi bien sur le marché local qu'à l'international, commence à peser sur le budget. Les dépenses ordinaires du BGE devraient croître de 2,4 % pour atteindre 215,6 milliards de dhs.

Structure des dépenses du BGE en 2014



Travail à faire

1. Calculez le solde ordinaire prévisionnel en 2014.
2. Lisez le résultat obtenu.
3. Précisez une conséquence éventuelle de la baisse des dépenses d'investissement du BGE sur la croissance économique.

4. Précisez une limite éventuelle du recours de l'Etat à l'endettement sur le marché interne des capitaux.
5. Illustrez le passage en gras souligné.
6. Commentez la structure des dépenses du BGE en 2014.

8-2/ Exercice 2

Le projet de loi de finances (PLF) 2017 traduit la volonté de réorienter les ressources publiques au profit de l'investissement, donc de l'entreprise de manière générale.

En effet, tandis que les dépenses d'investissement publiques prévues pour 2017 sont en hausse, celles dédiées au fonctionnement sont, en revanche, en baisse. Ce repli concerne les charges de compensation et la masse salariale malgré la création de 23 168 postes d'emplois.

Par ailleurs, des mesures budgétaires profitent également à l'investissement privé, notamment, une exonération totale de l'impôt sur les sociétés pour une durée de cinq ans, au profit des sociétés industrielles nouvellement créées. Même avec cette mesure, les recettes ordinaires sont en hausse.

Suivant cette configuration, la prévision d'un déficit budgétaire à hauteur de 3% du PIB paraît tout à fait réalisable.

Données budgétaires du PLF (en milliards DH) au Maroc

Eléments	PLF 2017	Variation en % (2017/2016)
Dépenses du budget général (hors amortissement de la DPMLT(*)) :	278,8	-1,7
- de fonctionnement ;	187,7	-0,48
- en intérêt et commissions se rapportant à la dette publique ;	27,5	-2,87
- d'investissement.	63,6	3,55
Recettes du budget général (hors recettes d'emprunt à moyen et long termes) :	222,3	4,76
- recettes fiscales ;	206,2	4,77
- recettes non fiscales.	16 ,1	9,1
Solde du budget général (hors produits d'emprunt et hors amortissement de la DPMLT)	- 56,5	-14,65
Amortissement de la DPMLT	45,9	12,16
Recettes d'emprunt à moyen et long termes	70,0	-0,71
Besoin résiduel de financement du budget de l'Etat (de la loi de finances)	- 25,2	3,70

(*) DPMLT : La dette publique à moyen et long termes

1. Calculez le solde ordinaire pour 2017 :

- Formule :
- Calcul :
- Lecture :

2. À partir du texte, relevez :

- Deux actions budgétaires de relance :
- Deux actions budgétaires de rigueur :